

Les Services Financiers Numériques dans la Communauté de l'Afrique de l'Est dans une Optique de Genre

Flora Myamba

Documents de travail FI-002

*Apporter de la rigueur et des éléments de preuve à
l'élaboration des politiques économiques en Afrique*

AFRICAN ECONOMIC RESEARCH CONSORTIUM
CONSORTIUM POUR LA RECHERCHE ÉCONOMIQUE EN AFRIQUE

Les Services Financiers Numériques dans la Communauté de l'Afrique de l'Est dans une Optique de Genre

Par

Flora Myamba¹
*Women and Social Protection (WSP),
Tanzania*

CETTE ÉTUDE DE RECHERCHE a été rendue possible grâce à une subvention du Consortium pour la Recherche Economique en Afrique. Toutefois, les conclusions, opinions et recommandations sont celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement les points de vue du Consortium, de ses membres individuels ou du Secrétariat du CREA.

Publié par : Le Consortium pour la Recherche Economique en Afrique
B.P. 62882 - City Square
Nairobi 00200, Kenya

© 2023, Consortium pour la Recherche Economique en Afrique.

Table des matières

Liste des tableaux

Abréviations et acronymes

Résumé

1.	Introduction et contexte	1
2.	Obstacles aux services financiers inclusifs vis-à-vis des hommes et des femmes	6
3.	Stratégies potentielles pour développer l'inclusion financière numérique des femmes	17
4.	Questions préconisées	27
	Remarques	29
	Références	30

Liste des tableaux

1.	Le développement du numérique en 2020	2
2.	Indice d'inégalité de genre du PNUD pour 2019	8
3.	Résumé des principales contraintes liées à l'inclusion financière numérique	16

Abréviations et acronymes

CBK	Banque centrale du Kenya
COVID	Coronavirus
DFS	Services financiers numériques
ID	Identification
FSD	Approfondissement du secteur financier
FSDT	Technologie d'approfondissement du secteur financier
G2P	Gouvernement à particulier
GE	Égalité des sexes
GII	Indice d'inégalité de genre
GSMA	Association pour le système mondial de communications mobiles
KYC	Connaître son client
MMO	Opérateur de téléphonie mobile
MNO	Opérateur de réseau mobile
NIDA	Autorité nationale d'identification
US	États-Unis
WEE	Autonomisation économique des femmes

Résumé

L'adoption de l'argent mobile est en hausse dans le monde entier, en Afrique subsaharienne, et notamment dans les pays d'Afrique de l'Est. La numérisation des paiements entre gouvernements et citoyens (G2P) est en hausse, les gouvernements utilisant les paiements électroniques pour payer les salaires du secteur public, les pensions et d'autres prestations sociales. Les bénéficiaires de la protection sociale ont tendance à être pauvres, sont souvent des femmes et portent un héritage d'exclusion financière. Il est donc difficile de parvenir à une expansion significative de l'inclusion financière numérique dans ces pays sans prendre en compte la question du genre. Malgré les progrès remarquables réalisés dans le monde numérique, les femmes d'Afrique de l'Est sont confrontées à des défis plus importants que les hommes en matière d'accès aux services financiers numériques. Cette étude examine des obstacles plus globaux et spécifiques, notamment le manque de savoir-faire technique des femmes pour effectuer des transactions, le faible taux de propriété des téléphones portables, l'absence d'agents, les frais de transaction élevés et la faible couverture du réseau. Le document examine également les stratégies potentielles pour élargir l'inclusion financière numérique pour les femmes, y compris dans le secteur de l'agriculture.

Mots-clés : *Services financiers numériques, Afrique de l'Est, optique de genre, égalité des sexes, autonomisation économique des femmes*

1. Introduction et contexte

Compte tenu de la croissance rapide des téléphones mobiles et des systèmes d'identification plus robustes, de nombreux pays s'orientent désormais vers l'utilisation de la technologie numérique pour renforcer la capacité de l'État à fournir un large éventail de transferts, de subventions et de services. La technologie mobile s'est retrouvée entre les mains des personnes exclues du système financier formel, et environ 1,7 milliard de personnes dans le monde ont tiré parti de l'argent mobile pour accéder à des services financiers (Demirgüç-Kunt et al., 2018). En 2011, lorsque le Global Findex a été lancé, seuls 51 % de la population adulte mondiale possédaient un compte financier, comme le montre la base de données sur l'inclusion financière mondiale (Global Findex) de 2011. Par la suite, le Global Findex de 2017 a indiqué que 1,2 milliard d'adultes dans le monde possédaient un compte, portant la proportion d'adultes financièrement inclus à 69 % (Demirgüç-Kunt et al., 2020). Le nombre de comptes enregistrés en 2020 aurait augmenté de 13 % au niveau mondial pour atteindre 1,21 milliard (Système mondial pour l'association des communications mobiles - GSMA, 2021a). Les comptes actifs (dans les 30 jours) ont augmenté de 17 % pour atteindre 300 millions ; le volume des transactions a augmenté de 15 % pour atteindre 41 milliards ; la valeur des transactions en USD a augmenté de 22 % pour atteindre 767 milliards USD ; il y avait 9,1 millions d'agents enregistrés, soit une augmentation de 14 % ; et 4,8 millions de comptes d'argent mobile actifs, soit une augmentation de 18 % (GSMA, 2021a). Le même rapport attribue ce changement critique à l'évolution du comportement des consommateurs, à la mise en œuvre par les régulateurs d'un processus plus souple de connaître son client (KYC) et à des exigences plus souples en matière d'ouverture de comptes.

Des tendances similaires ont été enregistrées pour l'Afrique subsaharienne, malgré les différences considérables de chiffres entre les régions. En 2020, la GSMA (2021a) a noté les augmentations suivantes pour l'Afrique subsaharienne : comptes mobiles enregistrés (+12%), comptes actifs-30 (+18%), volume des transactions (+15%) et valeur des transactions (+23%). Des augmentations plus modérées ont été observées en Afrique centrale et en Afrique de l'Est. L'Afrique de l'Est, par exemple, a augmenté ses comptes enregistrés à 293 millions (+9%), ses comptes mobiles actifs à 94 millions (+16%), le volume des transactions à 18,6 milliards (+10%), et la valeur des transactions à 273 milliards de dollars US (+11%) en conséquence, comme le montre le tableau 1.

Tableau 1 : Le développement du numérique en 2020

Région	Comptes enregistrés	Comptes actifs	Volume des transactions	Valeur des transactions	
Mondial	1.21 milliards (13%)	300 millions (17%)	41 milliards (15%)	767 milliards de dollars	↑
Afrique subsaharienne	548 millions (12%)	159 millions (18%)	27.4 milliards (15%)	490 milliards de dollars (23%)	
Afrique de l'Est	293 millions (9%)	94 millions (16%)	18.6 milliards (10%)	273 milliards de dollars (11 %)	

Source : Auteur (chiffres tirés de GSMA (2021a))

Depuis 2014, la part des adultes disposant d'un compte d'argent mobile en Afrique de l'Est a augmenté environ deux fois plus vite (9 %) que la part des adultes disposant d'un compte dans une institution financière formelle (4 %), selon Okello et al. (2018). Le Kenya, par exemple, a fait preuve d'une expansion rapide et impressionnante du marché mobile, marquant une augmentation de 30 % entre 2009 et 2019, avec une anticipation d'une croissance supplémentaire à 58 % d'ici 2025 (GSMA 2020). La possession d'un compte mobile a augmenté régulièrement par rapport aux autres pays d'Afrique de l'Est. En 2011, le Kenya affichait un taux d'inclusion financière de 42 %, qui est passé à 75 % en 2014 et à 82 % en 2017 (Demirguc-Kunt, A. et al., 2018). Comme dans tous les pays d'Afrique de l'Est, la plupart de ces comptes mobiles sont détenus par des hommes. Une discussion plus approfondie sur la nature du genre de l'expansion des services financiers numériques est présentée ultérieurement dans ce document.

Les mesures prises pour promouvoir la numérisation, en particulier par la Banque centrale du Kenya (CBK), et pour atténuer les effets du COVID-19 ont contribué à l'expansion de l'argent mobile. La CBK a encouragé l'utilisation en réduisant les frais de transaction. Grâce à la médiation de la CBK, les fournisseurs d'argent mobile, le gouvernement et d'autres prestataires de services ont accepté de réduire les frais pour les transactions de faible valeur inférieures à 1 000 Ksh (environ 10 USD) (Banque centrale du Kenya, 2021 ; Zeidy, 2020). Les frais de transfert de fonds entre les portefeuilles d'argent mobile et les comptes bancaires ont également été supprimés afin de permettre un transfert d'argent transparent. Ces mesures temporaires ont été prises pour encourager l'argent mobile et pour atténuer l'impact du COVID-19. Toutefois, il est peu probable qu'elles auraient été prises sans la COVID-19, étant donné que près de 90 % des revenus de l'argent mobile proviennent des frais de transaction.

Cette expansion de la technologie numérique est une opportunité de croissance socio-économique en Afrique de l'Est et au-delà. L'interopérabilité en Afrique de l'Est a déjà fait l'objet d'évolutions induites par le marché. Par exemple, en Tanzanie, huit opérateurs d'argent mobile (MMO) interopèrent : Airtel, Smart, Smile, Halotel, Tigo, TTCL, Vodacom et Zantel. En 2015, les MMO ont volontairement accepté d'interopérer, faisant de la Tanzanie le premier marché de services financiers numériques au monde où cela s'est produit (CGAP, 2017).

En 2015 également, Vodafone et MTN ont annoncé qu'ils travaillaient à l'interopérabilité de MTN Mobile Money et de M-Pesa en Afrique de l'Est. À terme, leur objectif est de permettre aux utilisateurs de Vodacom et de Safaricom au Kenya, en Tanzanie, en République démocratique du Congo et au Mozambique d'effectuer des transferts internationaux avec les utilisateurs de MTN en Ouganda, au Rwanda et en Zambie, et vice-versa (Techcentral, 2015).

Les progrès de la technologie numérique nécessitent une interopérabilité solide. L'interopérabilité permet aux clients d'effectuer des transactions de manière pratique et entre les réseaux, idéalement sans coût supplémentaire. Deux niveaux d'interopérabilité sont pertinents : l'interopérabilité entre les systèmes de paiement des opérateurs de réseaux mobiles (ORM) et les banques (c'est-à-dire les transferts entre les comptes d'argent mobile et les comptes bancaires) et l'interopérabilité entre les systèmes de paiement de différents ORM (c'est-à-dire les transferts d'un compte d'argent mobile auprès d'un ORM vers un compte d'argent mobile auprès d'un autre ORM) (Argent et al., 2013). L'inadéquation des infrastructures (électricité, tours de téléphonie mobile, etc.) est l'un des défis en matière d'interopérabilité. GSMA (2018) fait savoir que 3,8 milliards de personnes restent hors ligne, dont 1,2 milliard ne sont pas couvertes par un réseau à large bande - la majorité de cette population non couverte vit dans les zones rurales des pays en développement.

Alors que nous faisons état de toutes ces réalisations exceptionnelles dans le domaine de la technologie numérique, les femmes d'Afrique de l'Est sont confrontées à des défis plus importants que les hommes en ce qui concerne l'accès aux services financiers numériques. Ce document examine les obstacles globaux à l'inclusion financière des femmes, tels que l'accès limité aux actifs, aux ressources et aux services tels que l'éducation et le crédit formel. Les niveaux d'alphabétisation des femmes sont faibles ; ils sont plus bas pour les femmes rurales et les femmes pauvres (par rapport aux femmes non pauvres) que pour les femmes urbaines. L'autonomie des femmes dans la prise de décisions concernant leurs revenus et leurs dépenses est limitée. Leur propriété et leur contrôle des actifs à long terme, y compris la terre, sont limités, ce qui contribue à les priver de leur autonomie. Des obstacles spécifiques sont également évoqués, notamment le manque de savoir-faire technique des femmes pour effectuer des transactions, le faible taux de possession de téléphones portables, l'absence d'agents, les frais de transaction élevés et la faible couverture du réseau, entre autres. Les pratiques culturelles et le patriarcat contribuent largement à ces obstacles. Le document met également en évidence des stratégies potentielles pour développer l'inclusion financière numérique pour les femmes, y compris celles du secteur agricole. L'auteur soutient qu'une expansion significative de l'inclusion financière numérique en Afrique de l'Est ne peut être réalisée que si nous examinons la situation sous l'angle du genre.

Définir l'inclusion financière numérique

L'inclusion financière vise à garantir à tous l'accès et l'utilisation des services financiers. Pour reprendre les termes de la Banque mondiale (2021), l'inclusion financière signifie que les particuliers et les entreprises peuvent accéder à des produits et services financiers de qualité et abordables qui répondent à leurs besoins. Grâce à l'évolution rapide des technologies, des millions de clients pauvres autrefois exclus et mal desservis dans le monde entier passent de transactions exclusivement en espèces à des services financiers formels - paiements, transferts, épargne, crédit, assurance et même titres - en utilisant un téléphone portable ou une autre technologie numérique pour accéder à ces services (Banque mondiale, 2021). L'inclusion financière numérique (IFN) consiste à déployer des moyens numériques peu coûteux pour offrir aux populations actuellement exclues financièrement et mal desservies les services financiers formels (et informels) susmentionnés adaptés à leurs besoins et fournis de manière responsable à un coût abordable pour les clients et rentable pour les prestataires.

Numérisation des paiements entre gouvernements et citoyens (G2P)

Les paiements effectués par le gouvernement à sa population, principalement dans le cadre de programmes d'aide sociale, sont des outils d'inclusion financière numérique. Selon la Banque mondiale (2020a), la numérisation des paiements de gouvernement à personne (G2P) est également en hausse. Les gouvernements utilisent de plus en plus les paiements électroniques (e-paiements), en particulier pour les salaires du secteur public, les pensions, les paiements de transfert, les transferts d'argent et les prestations sociales. La Tanzanie a expérimenté les paiements électroniques en 2016 au niveau national dans le cadre du programme de filet de sécurité sociale productif (PSSN) et a récemment procédé à une mise à l'échelle, visant à atteindre tous les bénéficiaires (environ 1,3 million de ménages). Les paiements G2P constituent une initiative importante à multiples facettes, d'autant plus qu'environ 83 % de l'argent du programme est versé aux femmes qui le gèrent au nom du ménage. Les bénéficiaires de la protection sociale sont généralement pauvres et sont souvent des femmes qui ont hérité de l'exclusion financière. La numérisation des paiements G2P aux bénéficiaires des programmes de protection sociale, en particulier de l'assistance sociale, peut améliorer l'inclusion financière, l'égalité des sexes et l'autonomisation économique des femmes. La numérisation des paiements de protection sociale G2P, qui vise à créer des gains d'efficacité pour le gouvernement, est également importante pour surmonter les changements technologiques et répondre aux chocs tels que la crise COVID-19, où les interactions face à face par le biais de paiements en espèces doivent être réduites au minimum. Les femmes sont les principaux acteurs du secteur informel et sont souvent victimes, comme nous le verrons plus loin dans la deuxième section.

Le présent document met en lumière le G2P comme l'un des exemples majeurs d'initiatives gouvernementales qui abordent l'égalité des chances et l'égalité entre les femmes et les hommes par l'octroi de prestations d'assistance sociale aux femmes, favorisant ainsi leur autonomisation économique et leur bien-être. L'initiative G2P n'est, bien entendu, qu'un élément d'une tendance plus large à l'utilisation de la technologie numérique, que ce soit pour les paiements privés (M-Pesa au Kenya) ou pour améliorer l'administration fiscale (efforts en cours en Inde pour relier les identifiants fiscaux au numéro d'identification unique et plafonner les transactions importantes en espèces) ou (comme au Bangladesh) pour contrôler l'action des agents de santé auprès de leurs patients. En outre, même si l'initiative n'est pas l'objectif principal du gouvernement, il convient de ne pas ignorer les résultats positifs qu'elle peut avoir sur le plan du développement.

De même, il est impératif de s'attaquer aux inégalités entre les sexes et aux obstacles à l'inclusion financière numérique pour que cette opportunité (expansion de la technologie numérique) soit partagée de manière plus inclusive si nous voulons nous développer socialement et économiquement en tant qu'individus, communautés et nations dans la sous-région de l'Afrique de l'Est, en Afrique et au-delà.

Ce document de cadrage a été entièrement élaboré à partir d'une analyse de la littérature et des documents relatifs au sujet. La littérature disponible portait principalement sur la Tanzanie, le Kenya et l'Ouganda et était relativement limitée au Rwanda et à d'autres pays en tant que tels. La plupart des exemples et des données présentées sont axés sur ces pays. Il est également important de noter qu'il existe une asymétrie d'information de la part de ces pays, d'où l'uniformité incohérente/limitée de certaines informations présentées dans le document. La section suivante examine plusieurs obstacles aux services financiers intégrant la dimension de genre en Afrique de l'Est.

2. Obstacles aux services financiers inclusifs du point de vue du genre

Malgré des progrès importants, l'écart mondial entre les hommes et les femmes est resté de 9 % dans les pays en développement (Demirguc-Kunt, A. et al., 2018). Environ 75 % de la population de l'Afrique subsaharienne vit dans des zones rurales (Banque mondiale, 2017), ce qui rend l'inclusion financière beaucoup plus difficile. Holloway et al. (2017) notent que 30 % des femmes âgées de plus de 15 ans ont un compte bancaire, contre 39 % des hommes. En Afrique de l'Est, les femmes sont confrontées à des difficultés d'accès aux services financiers numériques par rapport aux hommes, ce qui limite leurs opportunités économiques.

En général, les femmes ont un accès plus limité que les hommes aux biens, aux ressources et aux services tels que l'éducation, le crédit et la technologie. Leur niveau d'alphabétisation est loin d'être universel ; la situation est pire pour les femmes rurales et pauvres (par rapport aux femmes non pauvres ou urbaines). L'autonomie des femmes dans la prise de décisions concernant les revenus et les dépenses est limitée. Les pratiques culturelles et le patriarcat contribuent largement à cette situation. La propriété et le contrôle des actifs à long terme, y compris la terre, sont limités, ce qui contribue à les priver de leur autonomie.

Les obstacles spécifiques à l'inclusion financière numérique limitée des femmes dans ces pays comprennent, entre autres, le manque de savoir-faire technique pour effectuer des transactions, le faible taux de possession de téléphones mobiles, l'absence d'agents, les frais de transaction élevés et la faible couverture du réseau. Les femmes sont confrontées à des défis plus importants que les hommes en matière d'accès aux services financiers, et ce à plusieurs égards. L'écart entre les sexes en matière d'utilisation des services financiers numériques (SFN) est plus important et s'aggrave plus rapidement que l'écart entre les sexes en matière de possession de téléphones mobiles, d'ouverture de comptes et de capacités individuelles (par exemple, l'alphabétisation). Par exemple, en Tanzanie, les hommes et les femmes utilisent des agents d'argent mobile, des services d'assurance, des groupes d'épargne et des banques en tant que prestataires de services. Cependant, l'argent mobile est plus répandu chez les hommes que chez les femmes ; 63% contre 50%, respectivement (FSD Tanzanie, 2017).

Mise en évidence des contraintes spécifiques aux femmes en Afrique de l'Est

Quels sont les obstacles spécifiques à l'égalité des sexes et à l'autonomisation économique des femmes ? Cette section examine en profondeur un certain nombre d'obstacles de nature générale et spécifiques aux services financiers numériques à l'égalité des sexes et à l'autonomisation économique des femmes en Afrique de l'Est.

Obstacles de nature générale à l'égalité entre les hommes et les femmes et à l'émancipation économique des femmes

Situation générale : Résumé

- L'indice d'inégalité de genre est élevé
- Les niveaux d'analphabétisme sont élevés
- La pauvreté rurale-agricole est élevée
- L'informalité/l'exclusion du marché du travail est élevée
- La propriété/contrôle des biens/terres est faible
- Pauvreté en temps (charge de travail non rémunérée) élevée
- L'accès à la santé, à l'assurance et aux dispositifs est faible.
- Les données désagrégées sur l'égalité entre les hommes et les femmes sont peu nombreuses
- La stigmatisation et les normes culturelles discriminatoires sont élevées

L'indice d'inégalité de genre (IIG) est l'une des expressions critiques des insuffisances existantes fondées sur le genre auxquelles il convient de remédier. Il s'agit d'une mesure composite reflétant l'inégalité des résultats entre les femmes et les hommes dans trois domaines : la santé génésique, l'autonomisation et le marché du travail. Dans l'ensemble, les indices d'inégalité de genre des pays d'Afrique de l'Est, représentés par la Tanzanie, le Kenya, l'Ouganda et le Rwanda, sont élevés, comme le montre le tableau 2. Parmi les quatre pays d'Afrique de l'Est, le Kenya (126/189) est mieux loti car il appartient à la catégorie de développement humain moyen (précédée des catégories "Très élevé" et "Élevé"). En revanche, les autres pays appartiennent à la catégorie des pays à faible développement humain. La Tanzanie est le pire des quatre pays (140/189), et l'indice d'inégalité de genre se serait aggravé en 2020 pour atteindre 163/189 (PNUD, 2020).

Tableau 2 : Indice d'inégalité de genre du PNUD pour 2019

Année	Indice d'inégalité de genre Valeur/ classement 189 pays		Taux de naissance des adolescentes) (naissances pour 1 000 femmes âgées de 15 à 19 ans))	Ayant au moins un niveau d'études secondaires (% de personnes âgées de 25 ans et plus)		Participation au marché du travail	
	2019		2015-2020	2015-2019		2019	
				Femme	Homme	Femme	Homme
Tanzanie	0.556	140	118.4	12	16.9	79.6	87.3
Kenya	0.518	126	75.1	29.8	37.3	72.1	77.3
Ouganda	0.535	131	118.8	27.5	35.1	67	73.9
Rwanda	0.402	92	39.1	10.9	15.8	83.9	83.4

Source : Auteur (chiffres tirés du PNUD 2020 : Indice d'inégalité de genre : Rapport sur le développement humain

Les taux de participation des femmes au marché du travail sont généralement inférieurs à ceux des hommes. L'écart est généralement plus important chez les personnes ayant un niveau d'éducation plus élevé. En Tanzanie, par exemple, la participation des femmes diminue avec l'augmentation du niveau d'éducation (ce qui creuse l'écart entre les sexes) ; en 2014, 67,1 % des femmes ayant fait des études universitaires étaient actives sur le marché du travail, contre 83,2 % des hommes ayant fait des études universitaires (Idris, 2018 ; ILFS, 2014).

Accès limité aux actifs et à leur propriété

Selon Kusimba (2018), les normes de genre sont des obstacles à l'utilisation de la finance par les femmes. La finance numérique offre aux femmes un contrôle accru sur l'argent, ce qui modifie les normes de genre restrictives. Cependant, il reste encore beaucoup à faire pour atteindre l'égalité des sexes dans les services financiers. De nombreuses femmes ne bénéficient pas de services financiers formels en raison d'obstacles à l'accès aux compétences numériques, aux capacités financières, aux téléphones portables et aux documents d'identité.

En Tanzanie, les femmes n'ont qu'une propriété et un contrôle limités des actifs à long terme, y compris la terre, ce qui contribue à les priver de leur autonomie. Le taux de propriété foncière et immobilière des femmes est encore faible, avec seulement 24 % de femmes possédant des terres seules ou conjointement avec quelqu'un, et à peine 9 % de femmes possédant une maison ou une terre en propriété exclusive selon les statistiques du Bureau national 2018 (NBS, 2018), comme l'a souligné Madaha (2020). Les hommes possèdent 18 fois plus de bétail, et les femmes sont particulièrement peu propriétaires des biens d'élevage les plus lucratifs. Les hommes prennent encore la plupart des décisions ; seules 35 % des femmes âgées de 15 à 49 ans ont un pouvoir de décision sur leurs soins de santé, les visites à la famille et aux amis, et les achats importants du ménage (NBS, 2017). Les femmes ne prennent de

manière indépendante que 12 % des décisions concernant le moment et les produits à vendre. Les normes culturelles et sociales en vigueur jouent un rôle important dans la détermination du pouvoir de négociation au sein des ménages et du contrôle des ressources et des biens.

Bien que beaucoup ait été fait pour lever les obstacles juridiques, les femmes sont toujours victimes de discriminations fondées sur le droit coutumier ou les pratiques culturelles (Ngunjiri, 2018). De même, au Kenya, la religion et les normes culturelles empêchent les femmes d'accéder efficacement aux services financiers formels (Abdu et al., 2018). Actuellement, certaines cultures obligent les femmes à se remarier dans la famille de leur mari décédé après la mort de celui-ci. Cette mesure est appliquée à dessein pour limiter le droit des femmes à posséder des propriétés inhérentes telles que la terre (Ngunjiri, 2018) ; de même, ces pratiques limitent la propriété des femmes en matière de garanties pour les prêts, qui constituent un moyen d'inclusion financière. Cependant, l'utilisation des SFN a minimisé le besoin de garantie pour les petits prêts, puisque les fournisseurs de services numériques ont accès aux antécédents de crédit. Par conséquent, la promotion d'un système de SFN inclusif sur le plan du genre contribuera à relever ce défi.

Travail de soins non rémunéré

Une étude réalisée par Oxfam à Nairobi révèle que les femmes des pays d'Afrique subsaharienne (ASS), comme le Kenya, consacrent environ cinq heures par jour à des activités de soins, alors que les hommes n'y consacrent qu'une heure par jour (Oxfam, 2019). En Tanzanie, les femmes sont accaparées par les tâches domestiques non rémunérées et y consacrent beaucoup plus de temps (87 %) que les hommes (47 %), car ces derniers sont plus nombreux à se concentrer sur le travail de marché en fournissant des services pour obtenir des revenus (33 %) que les femmes (21 %) (ILFS, 2014). La plupart des femmes pauvres (53%) sont employées comme aides familiales non rémunérées, suivies par celles qui travaillent dans leurs fermes (37%), ce qui suggère que les femmes pauvres ont des opportunités économiques plus limitées (NBS, 2016).

Accès numérisé, utilisation et qualité des services financiers formels

La plupart des institutions financières prêtent de l'argent aux femmes qui ont des garanties, qui ont fait la preuve de leur expérience commerciale et qui ont un dossier de crédit, ce qui est déterminant pour les décisions d'octroi de crédit (Bouffay et Shallal, 2013). Koch et al. (2014) ont observé que le manque de documentation des femmes et leur incapacité à posséder les actifs qu'elles peuvent utiliser comme garantie ont été les principaux obstacles à l'inclusion financière (Fletschner et Kenney, 2011 ; Deere et al., 2013). Selon Klapper et Dutt (2015), certaines femmes tentent de se créer un historique de crédit par le biais de transactions numériques où elles paient leurs factures et d'autres

services publics afin d'être éligibles pour accéder aux prêts des institutions financières. Un exemple de ce modèle est M-Shwari au Kenya, qui propose de l'épargne et des prêts (Cook et McKay, 2015). La Tanzanie dispose d'un produit similaire, M-Pawa. Selon Aduda et Kalunda (2012), l'accès informel aux services financiers et leur utilisation se complètent mutuellement, ce qui permet de les inclure dans le cadre de l'inclusion financière.

Le rapport GSMA (2018(b)), intitulé Rapport de performance des pilotes de couverture rurale en Tanzanie, montre que les services de crédit, de paiement et d'épargne numérique peuvent offrir aux femmes des pays à revenu faible et intermédiaire un lien important avec l'économie formelle et l'accès à une plus grande sécurité économique et à l'autonomisation personnelle. Cela se traduit par des dividendes pour leurs familles en termes d'amélioration de la santé et de l'éducation. Au Kenya, par exemple, la pauvreté a reculé, l'épargne a augmenté et la plupart des femmes ont quitté leurs emplois agricoles pour des postes plus responsables et mieux rémunérés dans le commerce ou la vente au détail pour les ménages dirigés par des femmes, grâce à la détention d'un compte d'argent mobile.

Le Kenya a connu une expansion rapide du marché de l'argent mobile, avec une augmentation du nombre de comptes au fil du temps par rapport aux autres pays d'Afrique de l'Est. Comme pour tous les pays d'Afrique de l'Est, la plupart de ces comptes sont détenus par des hommes. Par exemple, alors que la possession de téléphones mobiles pour les hommes au Kenya était de 46% (2011), 79% (2014), et 86% (2017), les chiffres étaient plus bas pour les femmes avec 39% (2011), 71% (2014) et 78% (2017) (Demirguc-Kunt, A. et al., 2018). FinAccess (FSD Kenya, 2021) fait état d'un taux de croissance plus faible dans l'adoption de l'inclusion financière formelle parmi la population féminine et masculine entre 2019 et 2021 par rapport à la période 2016-2019. Même lorsque les taux de croissance ont été faibles, l'écart entre les hommes et les femmes s'est amélioré, passant de 5,2 % en 2019 à 4,2 % en 2021, ce qui signifie que l'égalité entre les hommes et les femmes est en hausse.

Pour l'Ouganda, l'étude Finscope de 2018 (FSD Uganda, 2018) a montré que 78% de la population adulte est financièrement incluse, avec 78% d'hommes et 77% de femmes. La même source indique que l'inclusion financière en Ouganda est significativement biaisée en faveur des adultes des zones urbaines - 86% (3,8 millions) des adultes urbains sont financièrement inclus contre 75% (10,6 millions) de ceux résidant dans les zones rurales. En Ouganda, l'écart entre les sexes en matière de téléphonie mobile est similaire à celui des autres pays d'Afrique de l'Est. Le SFN, qui permet aux femmes d'accéder aux services financiers numériques, est une grande réussite pour le secteur privé qui s'engage en faveur de l'égalité des sexes.

Environ 52% des adultes (9,7 millions) ont un téléphone portable et 10% (1,9 million) ont accès à l'Internet ; sur ces chiffres, les adultes de sexe masculin sont nettement plus susceptibles d'avoir un téléphone portable (58%) que les adultes de sexe féminin (46%). Les hommes adultes sont plus susceptibles d'avoir accès à l'Internet (13 %) que les femmes adultes (8 %) (FSD Uganda, 2018). L'adoption et l'utilisation de fournisseurs de services formels en Ouganda sont biaisées en faveur des hommes, où 63% des hommes et 54% des femmes bénéficient de services formels (FSD Uganda, 2018).

L'Alliance pour l'inclusion financière (2012) souligne que les services financiers numériques sont des éléments essentiels pour déterminer l'inclusion financière en Ouganda ; cet objectif sera atteint grâce à des cadres réglementaires appropriés qui favorisent l'innovation et au comité de soutien et d'harmonisation des autres organismes de réglementation. À titre d'exemple, Pitcaithly et al. (2016) rapportent qu'Airtel-Uganda a collaboré avec la Fondation Grameen pour concevoir une solution numérique pour les groupes d'épargne des femmes. Cette solution vise à améliorer l'accessibilité et la protection des fonds lorsque trois personnes différentes du groupe doivent saisir leur numéro d'identification personnel (PIN) avant de pouvoir effectuer des retraits. Ce modèle pourrait être adopté pour offrir une protection supplémentaire aux femmes et leur éviter d'être victimes d'abus de la part d'autres membres.

Karlan et al. (2016) affirment que les fournisseurs d'argent mobile n'ont pas les modèles commerciaux nécessaires pour inclure ces groupes en Ouganda ou qu'ils ne sont pas incités à s'attaquer aux barrières sociales cruciales. Le déploiement de produits tels que les cartes de distributeur automatique de billets (DAB) n'augmente pas nécessairement l'accès des femmes. Ils peuvent même avoir des effets obstinés compte tenu d'autres facteurs tels que la commodité de posséder un compte bancaire et d'y accéder. Bruce et Beinomugisha (2018) insistent sur le fait que les femmes rencontrent des problèmes liés à l'accès et à l'utilisation des services financiers en raison du manque de garanties et des faibles taux d'alphabétisation, ce qui décourage les femmes rurales d'accéder et d'utiliser les services financiers puisqu'elles ne savent ni lire ni écrire. L'étude exploratoire de Matthews et Mnyasenga (2016) sur la littératie financière orale et la numératie en Tanzanie et au Cambodge a mis en évidence des déficits relatifs dans plusieurs compétences essentielles à l'inclusion financière, notamment le décodage de chaînes de chiffres à plusieurs chiffres, l'épargne et la planification de l'avenir en espèces. L'étude montre également que les forces orales offrent un échafaudage cognitif pour l'apprentissage de nouvelles compétences, et suggère qu'elles devraient être exploitées à l'avenir, dans les smartphones et l'inclusion financière en général.

Le manque de fonds est un facteur commun à tous les pays qui contribue à la détention limitée de comptes. En outre, certains pays facturent une prime pour la tenue d'un compte, ce qui rend les comptes inabordables, ou offrent un accès limité aux services financiers, ce qui influe sur les schémas de détention de comptes. Dans d'autres cas, l'ouverture d'un compte est entravée par l'absence de documents nécessaires dans le cadre de la procédure de connaissance du client (KYC). Un obstacle plus important lié au manque de confiance dans les services financiers est le fait qu'une femme compte sur l'aide d'un agent ou d'un parent pour effectuer des transactions, exposant ainsi ses mots de passe secrets, le téléphone et l'argent liquide lui-même.

En Tanzanie, les hommes et les femmes utilisent une gamme de services financiers, bien que l'argent mobile soit plus répandu chez les hommes que chez les femmes - 63 % contre 50 %, respectivement. La proportion de femmes adultes possédant un téléphone portable est de 73 %, soit 9 % de moins que les hommes (GSMA, 2018(b)). Moins de 70 % des femmes pauvres vivent dans des ménages disposant d'un téléphone portable, contre 90 % des femmes non pauvres.

Accès et utilisation des comptes bancaires et identification requise

Selon Finscope (FSD Tanzanie, 2017), les hommes sont plus susceptibles que les femmes d'épargner en Tanzanie : 51% des hommes ont épargné au cours de l'année la plus récente contre 42% des femmes. En outre, l'écart entre les sexes en matière de possession de téléphones mobiles en Tanzanie était de 11 % et les femmes de 77 % contre 86 % d'hommes possédant un téléphone mobile. Au fil des ans, l'inclusion financière en Tanzanie s'est améliorée. Des progrès considérables ont été réalisés dans l'application des services financiers mobiles et les femmes sont passées de la méthode traditionnelle de conservation de l'argent à la plateforme financière numérique. Grâce à la plateforme numérique, les femmes n'ont plus besoin de se rendre à la banque et de faire de longues files d'attente. Une transaction peut être effectuée où que l'on se trouve. Un titulaire de compte peut demander le solde de son compte, payer un service public, transférer de l'argent et acheter des unités téléphoniques sans être physiquement présent à la banque. Malgré l'existence d'une plateforme financière numérisée, il existe des disparités entre les sexes en ce qui concerne l'utilisation et l'accès aux services financiers, les femmes étant moins susceptibles d'utiliser les services financiers (Were, Odongo et Israel, 2021). Seules 16 % des femmes épargnent de manière formelle, seules 15 % d'entre elles ont accès à une assurance et seules 7 % empruntent auprès de prestataires de services financiers. Seules 5 % des femmes pauvres ont un compte bancaire, contre 31 % des femmes non pauvres. Près de 70% des femmes pauvres vivent dans des ménages disposant d'un téléphone portable, contre 90% des femmes non pauvres (NBS, 2016).

Le Kenya a enregistré une croissance significative de la propriété et de l'enregistrement des comptes numériques en 2019 par rapport à 2016, ce qui reflète une forte adoption des comptes numériques. L'étude FinAccess 2019 montre que l'écart d'utilisation de l'argent mobile entre les deux sexes s'est réduit à 7 % en 2019, contre 8 % en 2016 (FSD Kenya, 2019). Bien que l'écart d'accès financier entre les hommes et les femmes se réduise, des déséquilibres persistent car les données montrent que l'accès aux services financiers par les hommes est plus élevé que celui de leurs homologues féminins. Le nombre d'individus pouvant accéder à des services financiers formels est passé de 26,7 % en 2006 à 82,9 % en 2019 (FSD Kenya, 2019). Malgré cette croissance de l'accès financier, l'utilisation des banques reste faible, avec seulement 29,6% activement engagés dans la banque traditionnelle, tandis que 25,3% sont engagés dans la banque mobile (FSD Kenya, 2019). La littérature souligne également que les deux tiers des adultes non bancarisés dans le pays sont des femmes (Demirgüç-Kunt et al., 2018).

FinScope Uganda (FSD Uganda, 2018) montre que pour l'Ouganda, 54% (10 millions) des adultes ont déclaré avoir épargné en 2017-2018. Environ 50 % des épargnants ont épargné de manière informelle grâce à des groupes d'épargne/des associations villageoises d'épargne et de prêt (VSLA) ou en le donnant à quelqu'un de la communauté pour qu'il le garde en sécurité, et 34 % des épargnants ont épargné

auprès d'institutions financières formelles, sur leur téléphone portable, auprès de banques commerciales, de sociétés coopératives d'épargne et de crédit (SACCO) ou d'institutions de microfinancement. La même source indique que les hommes sont plus nombreux à épargner auprès de prestataires de services formels (22 %) que les femmes (15 %), ces dernières étant nettement plus susceptibles de s'appuyer sur des mécanismes informels que les hommes 26 % (3 millions) contre 17 % (1,5 million).

L'ouverture de nouveaux comptes exige que les personnes fournissent des documents pour répondre aux exigences de la règle " connaître son client ". Il est beaucoup plus facile de satisfaire à ces exigences lorsque les personnes disposent d'une forme sûre d'identité nationale. En Tanzanie, la faible pénétration des documents d'identité nationaux constitue un défi particulier. En 2016, le FSDT a aidé l'Autorité nationale d'identification (NIDA) à diffuser les numéros d'identification nationaux à l'ensemble de la population adulte. La NIDA a fait passer le nombre de cartes d'identité délivrées de 2,7 millions en 2016 à 18,9 millions (11,9 millions de femmes et 7 millions d'hommes) en juillet 2021. Le rapport d'audit national de la Tanzanie (2021) fait état d'une augmentation du taux d'enregistrement de 8 % en 2013 à 75 % en 2019/20. Malgré ce succès, la délivrance de cartes d'identité nationales est à la traîne, avec seulement 19 % des citoyens ayant reçu une carte d'identité, ce qui crée des difficultés pour l'ouverture de comptes.

Niveau général d'alphabétisation/d'éducation

L'analphabétisme féminin en Tanzanie est plus élevé dans les zones rurales (35%) et parmi les pauvres (42%) (NBS, 2016). En moyenne, les femmes pauvres ont environ un an d'éducation en moins, 6,3 contre 7,3 ans, une différence similaire à celle observée entre les hommes pauvres et non pauvres (NBS, 2016). La situation est pire pour les femmes des zones rurales, qui ont un niveau d'éducation inférieur à celui des femmes des zones urbaines. Toutefois, l'écart entre les sexes en matière d'alphabétisation s'est réduit de 5 % entre 2002 et 2015 (Banque mondiale, 2018).

Au Kenya, l'accès aux services financiers implique des compétences en calcul et en écriture. Par conséquent, les personnes participantes doivent avoir une éducation de base pour accéder à la fois au système bancaire traditionnel et aux services financiers numériques. FinAccess montre que 98,6 % des ménages ayant accès à des services financiers formels ont un membre ayant atteint un niveau d'éducation tertiaire, contre 60,7 % sans éducation (FSD Kenya, 2019). En Ouganda, seulement 55% de la population totale a atteint l'enseignement primaire, 23% l'enseignement secondaire et 1% l'enseignement supérieur (FSDU, 2018).

Alphabétisation numérique

L'adoption des téléphones mobiles est généralement faible dans les zones rurales. En Tanzanie, par exemple, le taux d'utilisation est plus faible dans les zones rurales (53 %) que dans les zones urbaines (81 %) (FinScope Tanzania, 2017). En 2016-2017, seuls 30 % des bénéficiaires d'argent mobile pour le programme de filet de sécurité sociale

productif (PSSN) au niveau national pouvaient retirer l'argent eux-mêmes. Près de la moitié d'entre eux se sont appuyés sur des agents d'argent mobile, tandis que 27 % se sont appuyés sur d'autres personnes, y compris des membres du ménage, des amis et des voisins) (IPSOS, 2018). Des capacités ou un savoir-faire limités constituaient le principal obstacle à l'adoption de la téléphonie mobile, ainsi que des frais de transaction élevés et l'éloignement des points de paiement. Actuellement, le taux d'utilisation du téléphone mobile est de 49 %, avec une moyenne de 50 % pour les femmes bénéficiaires, ce qui fait que 51 % des bénéficiaires reçoivent des paiements électroniques (FSDT - documents non publiés).

Au Kenya, 39,6 % des personnes interrogées dans le cadre de l'enquête FinAccess 2019 se sont appuyées sur leurs connaissances, et 34,7 % sur leur famille et leurs amis pour obtenir des conseils financiers (FSD Kenya, 2019). Les données sur les conseils financiers par sexe indiquent que 40,5 % des hommes et 38,7 % des femmes se sont appuyés sur leurs connaissances, tandis que 37 % des femmes et 32,3 % des hommes reçoivent des conseils financiers de la part d'amis ou de la famille. L'enquête suggère que 42,2% de la population rurale dépendent de leurs connaissances pour prendre des décisions sur les questions financières, contre 35,8% dans les zones urbaines. Plus d'hommes (63,7 %) que de femmes (52,2 %) ont lu et interprété correctement les coûts de transaction dans un service de messagerie courte (SMS).

Effets différenciés du COVID-19 selon le genre

Les femmes ont été touchées de manière disproportionnée par la pandémie de COVID-19, tant sur le plan économique que sur celui de la santé, en raison du type et de la nature de l'emploi qu'elles occupent :

- Les femmes sont surreprésentées dans les formes d'emploi vulnérables, en particulier dans l'emploi informel, ce qui les rend encore plus vulnérables en raison du ralentissement des affaires et de l'incertitude des revenus.
- La pandémie a eu des répercussions négatives sur le secteur informel (incertitudes liées aux licenciements).
- Les femmes sont majoritaires dans les emplois en contact avec la clientèle, y compris le travail domestique, le commerce de détail et l'hôtellerie, qui pourraient être les plus touchés par les restrictions liées à la distanciation sociale, tout en les exposant à des risques sanitaires et à des infections.

Selon Koehler (2021), les femmes sont moins susceptibles que les hommes d'accéder aux avantages de la protection sociale, tels que l'assurance chômage ou la couverture santé (UNDESA, 2020). La charge de travail des femmes et des filles a augmenté en raison de la pandémie, car elles s'occupent des membres de la famille

malade et des enfants touchés par les fermetures d'écoles (UNDESA, 2020). La crise du COVID-19 pourrait faire passer de nouvelles personnes sous le seuil de pauvreté national (FSDT, 2021 - non publié.).

Dans l'ensemble, les opérateurs de téléphonie mobile d'Afrique subsaharienne se sont engagés avec les entreprises et les gouvernements dans des initiatives visant à atténuer l'impact de la pandémie de COVID-19 sur les citoyens. Les ORM ont renoncé aux frais de transaction de l'argent mobile (comme on l'a vu au Kenya), ont accordé des réductions sur les tarifs des données pour les sites éducatifs et sanitaires, et ont fait des dons en espèces et en matériel pour aider les plus vulnérables de la société pendant la pandémie et contribuer aux efforts de redressement économique (GSMA, 2021(a)). La même source indique que l'industrie du mobile a soutenu près de 3,8 millions d'emplois (directs et indirects) tout en apportant une contribution substantielle au financement du secteur public, avec 17 milliards de dollars US collectés à travers l'impôt.

Les compétences numériques devraient être renforcées pour améliorer les affaires et l'épargne. Il est donc primordial de soutenir les compétences numériques de base en matière de moyens de subsistance, d'informations sur les marchés, de liens et d'épargne numérique. Elles sont indispensables lorsqu'une distanciation est nécessaire, compte tenu des difficultés que rencontrent les femmes en matière de capacités numériques.

Dans l'ensemble, les femmes qui ont accès à l'épargne numérique peuvent mieux contrôler leurs revenus et entreprendre leurs dépenses productives (Islam et al., 2014 ; Alam, 2012 ; Ashraf et al., 2010). Selon Panda (2014), les SFN peuvent également les aider à être libres, ce qui leur permet de sortir plus facilement d'une relation abusive. L'accès inadéquat aux services financiers aux particuliers continuera d'exacerber l'écart entre les hommes et les femmes, malgré le grand nombre de personnes qui utilisent ces services autour d'elles. Une plus grande inclusion des femmes dans les SFN peut débloquent le potentiel de développement des entreprises dans les communautés où les individus ont accès aux services financiers et sont plus à même de planifier et de contrôler leurs revenus (Ruiz, 2013). Les ménages parviennent à épargner ce qu'ils gagnent et à investir leurs économies dans d'autres domaines de développement (Schaner, 2016b).

Résumé des principales contraintes pour les IFN féminines

Avant de discuter des stratégies potentielles pour développer l'inclusion financière numérique des femmes en Afrique de l'Est, il est important de résumer les obstacles individuels et structurels à l'inclusion financière numérique. Les contraintes excluent les personnes qui n'ont pas les moyens d'accéder aux services financiers numériques. Les populations exclues numériquement perdent l'opportunité de bénéficier de services financiers personnalisés et sont moins à même d'améliorer leurs moyens de subsistance, de mieux gérer les risques et d'améliorer leurs conditions de vie. Les principales contraintes qui contribuent à creuser le fossé de l'exclusion financière numérique sont résumées dans le tableau 3. Dans l'ensemble, les produits et services financiers doivent être appropriés et correspondre aux besoins du client. Le client doit également savoir ce qui est disponible, abordable et accessible.

Tableau 3 : Résumé des principales contraintes liées à l'inclusion financière numérique

Défi/fait	Solution/Intervention
Faible niveau d'éducation des femmes	Concevoir des modèles simplifiés de technologie numérique adaptés aux niveaux d'analphabétisme et de numératie
Savoir-faire technique limité pour effectuer des transactions, d'où une dépendance excessive à l'égard des agents de l'ORM pour effectuer des transactions (auprès du gouvernement ou d'autres sources).	Développer des applications numériques et renforcer les capacités en matière d'éducation financière et de compétences entrepreneuriales
Proposition de valeur pour les services financiers numériques parmi les bénéficiaires : Les fournisseurs de Fintech ont fait peu d'efforts pour adapter les cas d'utilisation au marché des personnes à faibles revenus. Ils se sont surtout concentrés sur les populations les plus faciles à atteindre et les plus rentables du marché.	Concevoir et déployer de multiples produits numériques et des cas d'utilisation particulièrement pertinents pour les femmes grâce à une participation active à la conception des produits.
Faible taux de possession d'un téléphone : Parmi les ménages pauvres (y compris les ménages urbains), il y a peu de smartphones, et même les téléphones fonctionnels sont en grande partie détenus par des hommes.	Encourager l'achat de téléphones à travers des accords négociés avec les opérateurs de téléphonie mobile
Frais de transaction élevés ; par exemple, la Tanzanie a les frais les plus élevés avec des récentes augmentations. En 2020, le Kenya a négocié des taux réduits.	Formation à la capacité financière - Sensibilisation électronique
Concevoir un produit sans frais d'encaissement. La Banque centrale du Kenya, les fournisseurs de services et les MMO, sous le contrôle de Safaricom, ont accepté de renoncer à certains frais de transaction pour les transactions de faible valeur.	
Faiblesse de l'environnement réglementaire et de la protection des consommateurs : A ce jour, l'environnement réglementaire et les dispositions relatives à la protection des consommateurs restent trop faibles pour assurer la sécurité des pauvres (et même d'un grand nombre de personnes moins pauvres).	Politiques et lois tenant compte de la dimension de genre. Noter les recommandations du Kenya dans le " Examen de la législation du secteur financier au Kenya sous l'angle du genre " figurant dans Wambua et Ndolo (2021).

3. Stratégies potentielles pour élargir l'inclusion financière numérique des femmes

Les stratégies visant à élargir l'inclusion financière numérique doivent tenir compte de la dimension de genre afin de minimiser le risque d'exclusion des femmes, en particulier dans les pays d'Afrique de l'Est, largement pauvres et agricoles. De même, la recherche interventionnelle actuelle du Consortium pour la recherche économique en Afrique (CREA) devrait envisager d'explorer les contraintes des femmes en matière d'inclusion financière numérique et de les aborder si les femmes veulent obtenir des résultats de développement plus positifs, à la fois à court et à long terme, et en fin de compte contribuer à la croissance de leurs pays, de la région et au-delà. Les considérations de genre devraient être prises en compte dans tous les segments de recherche de ce projet (et d'autres projets du CREA). Les sections suivantes mettent en évidence les stratégies clés pour développer l'inclusion financière numérique pour les femmes en Afrique de l'Est en fonction des contraintes discutées. La liste n'est pas exhaustive.

Innovations Fintech et cas d'utilisation

Mas et Almazan (2014) affirment que pour que l'argent mobile tienne ses promesses, il doit prouver qu'il peut prendre en charge une grande variété de produits et de cas d'utilisation. Un plus grand nombre de cas d'utilisation permet d'attirer davantage de segments de clientèle, de générer un plus grand volume de transactions et, à son tour, de justifier les lourds investissements nécessaires et de soutenir des réseaux plus denses de marchands d'argent. Un plus grand nombre de produits et de services avec des prix différenciés offre aux fournisseurs la possibilité de créer plus de valeur pour le client. L'exploration et l'investissement dans une gamme plus large d'activités socio-économiques importantes dans un pays permettra aux fournisseurs d'argent mobile d'obtenir un niveau beaucoup plus élevé d'impacts durables. Les auteurs ont présenté une typologie idéale de produits de grande valeur pour lutter contre l'exclusion numérique des personnes les plus marginalisées en raison d'innovations fintech limitées.

Transactions monétaires			
Transferts en temps réel		Obligations financières inter temporelles	
P2P Un à un	B2P Paievements en masse Un à plusieurs	Crédit	Assurance
C2B		Épargne	
En magasin	À distance	Individuel	En groupe
Espèces du commerçant Entrée/sortie de paiement	Paievement de factures en ligne Achats Plusieurs à un		
<p><i>Légende : B=entreprise ; G=gouvernement ; P=pair (il peut s'agir d'un individu ou d'une entreprise) ; C=consommateur (représentant des personnes individuelles).</i></p> <p>Les auteurs ont séparé les transactions financières (plus typiquement associées à la banque) des transactions non financières (généralement considérées comme des paiements), en faisant valoir que les transactions financières s'inscrivent dans un modèle institutionnalisé, autonome et inter temporel d'obligations purement financières, et peuvent être divisées en fonction de la direction de l'obligation (épargne et assurance contre crédit), du caractère fixe ou conditionnel de l'obligation (épargne contre assurance), ou du fait que l'obligation est détenue sur une base individuelle ou de groupe. Les transactions non financières consistent généralement à s'acquitter en temps réel d'une obligation professionnelle ou personnelle. Elles peuvent être classées en fonction de la nature et de la relation des parties (P2P, B2C ou C2B), du nombre de parties impliquées (1 :1, 1 pour plusieurs ou plusieurs pour 1), du lieu de la transaction (en magasin ou hors magasin) et de la nature des transactions commerciales sous-jacentes (produits, contenu numérique ou espèces). Bien entendu, les définitions des produits peuvent ne pas refléter des frontières aussi nettes, et le client utilise encore moins ces produits. Toutefois, il est utile de définir de grandes catégories de produits selon ces principes. p.2.</p>			

Typologie des produits de haut niveau

Source : Inspiré de Mas et Almazan (2014)

La conception et le déploiement de ces produits numériques et de ces cas d'utilisation devraient tenir compte des contraintes des femmes et garantir leur pertinence grâce à la participation active des hommes et des femmes à la conception des produits. Les cas d'utilisation devraient être contextualisés et basés sur la compréhension des besoins spécifiques de la population exclue numériquement.

Un simple examen des besoins humains fondamentaux que sont l'alimentation, le logement et l'habillement, par exemple, peut constituer un bon point de départ pour déterminer comment les différents groupes de la population (clients potentiels) dépensent pour répondre à ces exigences. Par conséquent, une question clé devrait être : comment les prestataires de services financiers peuvent-ils s'associer à des entités dans ces secteurs pour créer des produits et des services à valeur ajoutée et les rendre pertinents pour des groupes spécifiques ? Il sera également important de différencier les besoins des pauvres ruraux et des femmes vulnérables des autres segments à revenus plus élevés ; quels sont

les services supplémentaires que ces groupes dépensent en plus des besoins de base ? Quels autres services à valeur ajoutée peuvent être créés ? Quels autres cas d'utilisation peuvent être pertinents et explorés ? Qui sont les partenaires potentiels ?

L'inclusion financière numérique dans les chaînes de valeur agricoles

Le développement de la finance numérique nécessaire à l'agriculture est un cas d'utilisation clé pour l'amélioration du secteur, d'autant plus que l'agriculture est le plus grand secteur d'emploi pour tous les pays d'Afrique de l'Est. Plus de femmes que d'hommes (environ 49 millions de petits producteurs) sont employées dans ce secteur (environ 79 % de femmes de plus que d'hommes au Kenya, 84 % en Ouganda et 63 % en Tanzanie (Banque mondiale, 2020(a)). Néanmoins, ce secteur est confronté aux contraintes critiques évoquées dans le présent document. Récemment, des efforts ont été déployés pour développer les services financiers numériques dans l'agriculture (m-agri). La réalisation de m-agri et des cas d'utilisation connexes facilite la croissance ultérieure d'autres composantes des services financiers. L'une de ces composantes est l'accès au crédit, fondamental pour les chaînes de valeur de l'agriculture. Des innovations permettent de mettre en place des programmes tels que m-agri, m-health, m-water, m-power, etc. Toutefois, il reste encore beaucoup à faire en raison du manque de partage de données et d'analyses qui pourraient confirmer la pertinence et l'impact des initiatives et adapter les services à la vie quotidienne de leurs clients (Nanjero et al., 2017).

Umati Capital (UCAP) au Kenya est un bon exemple d'initiative m-agri. Cet intermédiaire financier non bancaire se concentre sur le financement de la chaîne d'approvisionnement à travers diverses chaînes de valeur, en s'appuyant sur la technologie pour fournir des financements aux petites et microentreprises (PME) qui approvisionnent leurs partenaires commerciaux. Dans le secteur laitier au Kenya, UCAP a développé des applications mobiles et les a utilisées pour prendre des décisions de prêt plus rapides, saisir des données et informer leur décaissement de prêts aux petits exploitants agricoles via des portefeuilles mobiles pour chaque étape de la chaîne de valeur. Les résultats de la phase pilote avec les producteurs laitiers étaient prometteurs pour une mise à l'échelle (Nanjero et al., 2017). Toutefois, aucune preuve d'impact n'est disponible.

Plusieurs initiatives agricoles ont le potentiel et l'opportunité de développer l'inclusion financière numérique pour la majorité des femmes et des jeunes pauvres. Visant à débloquent l'accès au financement et à de meilleurs outils de gestion financière pour les agricultrices et les jeunes agriculteurs en Tanzanie, le FSĐT a, au cours des dernières années, coordonné et soutenu les secteurs agricole et financier dans la fourniture de services financiers pour les chaînes de valeur de l'agriculture en Tanzanie. Voici quelques exemples de cas d'utilisation agricole potentiels pour les

petits exploitants en Tanzanie qui sont testés principalement en collaboration et avec le soutien du FSDT (selon les rapports internes du FSDT 2021) et qui ont le potentiel d'élargir l'inclusion financière numérique:

- Intrants agricoles (avec un produit/outil financier numérique) ; à un prix subventionné ou plus bas avec un plan de paiement, par exemple M-Koba en Tanzanie ; portefeuilles agricoles numériques et implication dans les systèmes d'épargne, par exemple M-Koba en Tanzanie ; de même, solutions de paiement pour les petits exploitants facilitant les paiements des entreprises agricoles aux agriculteurs, du gouvernement à l'agriculteur, de l'agriculteur aux fournisseurs d'intrants.
- L'achat et la vente, la finance verte, l'économie bleue, les prêts pour les énergies renouvelables, les prêts pour le gaz naturel, etc. sont également des modèles potentiels. Fit4AG est un partenariat entre le secteur financier et le secteur agricole qui se concentre sur l'analyse de la chaîne de valeur, le développement de dossiers d'investissement et la mobilisation de capitaux pour le financement à court, moyen et long terme des chaînes de valeur à fort impact. Des recherches et des idées plus approfondies sur le financement des chaînes de valeur agricoles ont été réalisées, notamment une étude sur la chaîne de valeur du soja, et un dossier d'investissement a été élaboré. L'analyse de rentabilité de l'investissement est utilisée pour mobiliser des capitaux afin de débloquer la chaîne de valeur du soja.
- Assurance des produits agricoles des petits exploitants (par exemple, indice numérique des conditions météorologiques, des précipitations, des ravageurs). L'assurance agricole en Tanzanie, par exemple, est un partenariat qui a facilité la conception d'un produit/solution d'assurance des récoltes. Ce produit a été développé par l'intermédiaire du FSDT, qui a soutenu la Compagnie nationale d'assurance (NIC) dans la cartographie, le développement et le lancement du produit en 2019.
- Les régimes d'assurance maladie abordables/subventionnés, par exemple Ushirika Afya (Cooperative Health) en Tanzanie, qui fournit une assurance aux agriculteurs, sont un modèle qui pourrait être exploré plus avant et qui pourrait être associé à d'autres formes de moyens de subsistance productifs numérisés.
- Le modèle fournit des intrants agricoles par l'intermédiaire de négociants agricoles
- Portefeuille numérique (M-Shwari-Kenya, M-Pawa, Tanzanie, etc.)
- Possibilité d'étendre le modèle à d'autres cultures agricoles (coton, café, etc.)
- Amener les ORM à saisir/utiliser l'opportunité

- Mfumo Jumuishi, un modèle financier pour l'agriculture rurale en Tanzanie, relève les défis de l'inclusion financière des agriculteurs ruraux en reliant les petits exploitants et les fournisseurs de services financiers par l'intermédiaire de sociétés coopératives de commercialisation agricole. Mfumo Jumuishi a permis à 801 228 agriculteurs d'accéder à des services financiers dans le cadre de quatre chaînes de valeur (coton, café, huiles comestibles et noix de cajou).
- Environ 10 000 agriculteurs ont souscrit une assurance maladie. Ushirika Afya et le Fonds national d'assurance maladie (NHIF) s'associent à de nombreuses banques pour offrir cette solution à un plus grand nombre d'agriculteurs.
- La Tanzania Mercantile Exchange (TMX) permet aux agriculteurs de la chaîne de valeur du coton de commercialiser leurs produits. Les agriculteurs peuvent voir une augmentation de 1 000 shillings tanzaniens par kilogramme de coton.

Ces solutions ont été déployées sur le marché au cours des trois dernières années, mais leur impact doit encore être mesuré.

D'une manière générale, pour que tous les modèles agricoles débloquent les obstacles à l'IFN, il convient d'injecter des fonds et d'associer les modèles à d'autres interventions en faveur du bien-être, telles que la santé et l'éducation, tout en établissant un lien avec l'amélioration des moyens de subsistance productifs. La plupart de ces modèles doivent encore faire l'objet d'une étude approfondie, d'un pilotage et d'une mise à l'échelle. Il est également important de relier les petits exploitants aux marchés locaux et internationaux et de créer une coalition et une plateforme pour améliorer le commerce régional et le marketing agricole pour les femmes et les autres producteurs. Il est également indispensable d'améliorer l'accès à des informations et des données précises et opportunes, de créer/renforcer des réseaux d'affaires/de parties prenantes utiles pour les petits producteurs et les PME, et de numériser les processus commerciaux importants, notamment ceux liés à la conformité, à l'évaluation de la qualité et à la certification.

Les partenaires potentiels pour la recherche et la création de coalitions comprennent les FSD, les OSC agricoles, les banques agricoles, TradeMark East Africa, MasterCard/Visa, IFC, FENU, MMO, Fundación Capital, les associations d'entreprises telles que les associations d'horticulture et les chambres de commerce.

Élargir la numérisation des VSLA et des groupes d'épargne

Il est impératif d'étendre la numérisation des associations villageoises d'épargne et de crédit (VSLA), des banques communautaires villageoises (VICOPA) et d'autres groupes et associations d'épargne. Pour ce faire, il convient de développer les capacités financières numériques des bénéficiaires potentiels en leur fournissant des connaissances et des compétences et en veillant à ce qu'ils les mettent en pratique. Il est utile d'intégrer la formation et la sensibilisation aux risques associés

aux transactions numériques dans la numérisation. Au cours de la dernière décennie, Fundación Capital, par exemple, a mené quelques projets pilotes sur l'épargne numérique dans la région, tout en établissant un lien avec l'amélioration des moyens de subsistance. En Tanzanie, Fundación Capital a notamment mené un projet pilote dans le cadre du programme de filet de sécurité sociale productif (PSSN), dont 83 % des prestations en espèces sont versées à des femmes. La preuve de l'impact n'est pas disponible pour ce document.

Une étude de Ng'weno et al. (2018) au Rwanda montre que la microfinance et les groupes de crédit augmentent effectivement l'épargne des femmes et la génération de revenus. Leurs effets résident dans la transformation à court terme des moyens de subsistance et la sortie des ménages de la pauvreté. Les entreprises détenues par des femmes sont implantées dans des lieux plus complexes, et même si elles génèrent plus de revenus, elles vendent des produits moins chers. Au contraire, les hommes vendent leurs produits dans des lieux de vente de plus grande valeur, situés à proximité des banques et d'autres entreprises.

Nous ne devrions pas laisser les hommes à l'écart des VSLA et autres groupes d'épargne. L'idée est que le genre ne peut pas être exclu de l'inclusion financière en ce qui concerne l'emprunt d'argent et l'épargne. Les hommes ont généralement plus accès aux services financiers que les femmes en raison de leurs revenus et de la possession d'actifs. Le fait d'être une femme limite la possibilité d'obtenir des services financiers en raison du complexe d'infériorité lié à la faiblesse des revenus et au manque d'expérience commerciale, au manque d'éducation financière et à la faiblesse des revenus. Les praticiens devraient explorer les moyens de compléter les compétences numériques, les capacités d'emprunt et les comportements des hommes afin de réduire l'écart dont souffrent les femmes.

Améliorer la capacité numérique

La technologie peut être utilisée pour améliorer la capacité numérique ; par exemple, il est possible de développer des applications financières numériques et d'utiliser des solutions technologiques pour aider les populations exclues numériquement à mieux comprendre leurs options financières. Comme l'a fait valoir Matthews (2016), les modèles d'apprentissage oral sont solides, en particulier pour l'acquisition de nouvelles compétences. Compte tenu des récits d'analphabétisme des femmes présentés tout au long de ce document, nous pouvons suggérer que les modèles oraux soient appliqués plus largement pour l'apprentissage des smartphones et des compétences en matière d'inclusion financière.

Le savoir-faire en matière de technologie numérique est la principale source du problème. La technologie peut encourager des produits (et des actifs) abordables de manière plus efficace et efficiente, promouvoir l'estime de soi et la confiance parmi les utilisateurs, et passer de décisions réactives à des décisions proactives. Selon Roessler et al. (2021), le lancement et l'utilisation des services d'argent par téléphone mobile ont considérablement amélioré l'accès aux services financiers formels. Les femmes

mariées sont moins susceptibles d'accéder aux services bancaires et aux services d'argent mobile que les hommes. Les femmes préfèrent épargner leur argent à la maison ou dans des groupes d'épargne.

Accroître le nombre de propriétaires de téléphones mobiles

Le faible taux de possession de téléphones portables chez les femmes et leur manque de connaissances numériques et financières peuvent compliquer l'adoption par les femmes des méthodes de paiement numériques par rapport aux transferts manuels d'argent liquide. Des choix de conception explicites par le biais d'approches de conception centrée sur l'humain (CCH) peuvent permettre de relever divers défis et de s'adapter aux paiements de protection sociale pour les groupes vulnérables. Des collaborations sont explorées/élargies dans la région et font la différence. On peut citer l'exemple de M-Kopa au Kenya, qui s'est associé à Safaricom et Samsung pour lancer une solution de paiement par téléphone intelligent sur place. L'offre semble avoir été couronnée de succès et a incité l'entreprise à s'implanter au Nigeria. Safaricom s'est associé à Google pour lancer un smartphone 4G abordable que les clients peuvent payer de façon échelonnée.

Les options d'achat facile peuvent améliorer les choix des femmes ; toutefois, elles ne doivent pas altérer la prise de décision du ménage et compromettre les relations au sein du ménage, par exemple en ce qui concerne l'achat d'un téléphone portable ou d'autres besoins du ménage, y compris les repas, la santé et l'éducation.

Faiblesse de l'environnement réglementaire et de la protection des consommateurs

Les contextes réglementaires et les dispositions relatives à la protection des consommateurs sont trop faibles pour assurer la sécurité des pauvres (et, en fait, d'une grande partie des moins pauvres). Il n'existe pas de procédures de redevabilité et de mécanismes de réclamation clairs. Par exemple, de nombreuses personnes ont perdu de l'argent lors de transactions. Sur de nombreux marchés, les prêts abusifs sont fréquents et il n'existe pas de procédures claires de redevabilité ou de recours. Le manque de connaissances et de sensibilisation de la plupart des femmes, conjugué à l'analphabétisme numérique, garantit déjà la vulnérabilité et la demande de protection juridique.

Une étude récente de Wambua et Ndolo (2021) sur le genre dans les lois du secteur financier au Kenya affirme que l'adoption rapide des technologies et des innovations mobiles, en accord avec les initiatives et les politiques gouvernementales, a contribué à accroître l'inclusion financière et à réduire l'écart. Cependant, des contraintes légales et non légales à l'inclusion financière des femmes subsistent. Par exemple, le Kenya a fait des progrès impressionnants dans la réduction de l'exclusion financière des femmes grâce à

l'intégration de la dimension de genre dans ses lois financières et connexes, mais l'égalité entre les hommes et les femmes n'est pas encore totalement réalisée. Les auteurs appellent à une formulation et à une mise en œuvre des politiques et des lois plus sensibles au genre si l'on veut parvenir à l'autonomisation des femmes et à la croissance économique.

Élargir le cadre D3 (numériser, orienter, concevoir)

La numérisation des paiements G2P offre la possibilité d'accélérer la réduction de l'écart entre les sexes en matière d'inclusion financière numérique et d'amplifier les résultats de l'autonomisation économique des femmes grâce à l'utilisation active des services financiers numériques. Selon les critères D3 de la Fondation Bill et Melinda Gates (Chamberlin et al., 2019), l'autonomisation économique des femmes peut conduire à de meilleurs résultats pour les enfants et la communauté, à des investissements plus importants dans le capital humain des femmes et à un capital social des femmes plus remarquable.

Les critères D3 ou le cadre D3 mettent en évidence les éléments cruciaux nécessaires pour stimuler l'inclusion financière des femmes et réaliser la vision de l'autonomisation économique des femmes en concevant, numérisant et orientant les avantages du programme (en espèces) vers les femmes. Une évaluation D3 peut être utilisée pour identifier les domaines susceptibles d'améliorer les résultats pour l'inclusion financière et l'autonomisation économique des femmes et ceux qui peuvent constituer des obstacles au changement s'ils ne sont pas traités de manière efficace.

Critères de numérisation

La numérisation fait référence à un système de paiement dans lequel les paiements sont reçus par voie électronique. La numérisation offre la possibilité d'augmenter les transferts de fonds à faible coût, en particulier pour les personnes vivant à distance, et de procéder à des ajustements techniques, à des changements de comportement et à des améliorations de l'interface. Elle offre de nouvelles possibilités en termes de communication bilatérale et de recours. Un filet de sécurité sociale productif (PSSN) numérisé qui promeut l'autonomisation économique des femmes (WEE) devrait être:

- *Fiabilité* : Fiabilité des paiements (montant, fréquence et délais), fiabilité des systèmes et des communications (le client peut compter sur des communications régulières qui l'informent de tout changement ou mise à jour des conditions de paiement).
- *Accessible* : L'accès au paiement ne doit pas être une contrainte en termes de temps, de commodité et/ou de coût pour les participants au programme..
- *Souplesse* : Les options de paiement doivent permettre aux participants de choisir et de contrôler quand et comment ils reçoivent le paiement. Elles doivent permettre des essais et des erreurs, afin que les bénéficiaires puissent se familiariser avec le système et les options qui s'offrent à eux.
- *Sûr* : La confidentialité des données, la sécurité et la protection contre la fraude sont autant de composantes de la sécurité, qui atténuent les risques pour les consommateurs et garantissent la sécurité des paiements numériques pour les femmes.

Redevables : Les femmes sont conscientes de leurs droits ; elles sont respectées par le programme, elles peuvent accéder à des recours efficaces et, en fin de compte, elles ont un pouvoir d'action. Tous les participants ont le droit d'être traités avec dignité et respect..

Critères directs

Le principe est simple : "une femme, un compte". Les paiements directs sont versés sur un compte détenu par la bénéficiaire, qui a le contrôle du compte, qui est enregistré à son nom et auquel elle a un accès direct. Le principe du paiement direct est conçu pour améliorer les perspectives de contrôle des femmes et pour atténuer les risques d'appropriation des fonds par d'autres membres de la famille.

Notre objectif est de déterminer quels types de comptes permettent de réaliser pleinement les principes de numérisation et de conception. Les questions que nous prévoyons de tester sont les suivantes:

- Pouvons-nous atteindre nos objectifs avec des comptes à fonctionnalité limitée ou devons-nous recourir à des comptes à finalité complète ? Quels sont les compromis à faire entre les comptes à fonctionnalité limitée et les comptes à fonctionnalité totale ?

L'impact est-il différent si les femmes reçoivent des transferts du gouvernement et/ou des paiements de protection sociale et les reçoivent sur leur compte ?

Critères de conception

Le programme doit être conçu de manière à améliorer les perspectives d'autonomisation économique des participants au programme. Ce qui est adéquat et faisable dépendra du contexte spécifique, mais les dimensions et les aspects qui devraient être explorés devraient inclure les éléments ci-dessous. Trois grandes catégories de questions de conception sont pertinentes : assurer une couverture appropriée, maximiser les avantages grâce à des services et des liens complémentaires, et éviter les effets négatifs.

D'une manière générale, les paiements électroniques peuvent être rendus plus sensibles à la dimension de genre par les moyens suivants:

- Offrir des comptes simplifiés et peu coûteux afin de réduire les obstacles à l'accès des femmes aux paiements et d'augmenter le nombre de femmes possédant un compte bancaire.
- Assouplir les conditions d'obtention des documents officiels (par exemple, les certificats de naissance et de mariage) nécessaires à l'ouverture d'un compte bancaire. Les régimes de protection sociale peuvent relier les bénéficiaires à des programmes d'enregistrement complémentaires et/ou subventionner les coûts d'obtention des documents.
- Adapter les procédures administratives de paiement électronique aux niveaux d'alphabétisation financière et technique des femmes rurales et leur fournir un soutien en matière de formation afin qu'elles puissent utiliser efficacement les nouvelles technologies. Dans certains cas, les programmes peuvent fournir aux femmes des téléphones portables gratuits afin de réduire les contraintes technologiques et financières.
- Veiller à ce que les nouvelles clientes soient traitées équitablement par les institutions bancaires et disposent de compétences financières suffisantes pour comprendre les services financiers numériques et leur faire suffisamment confiance pour les adopter.

Les critères sont des orientations qui doivent être adaptées au contexte local, le cas échéant. Chacun des trois domaines du D3 comporte un ensemble de critères et est accompagné d'éléments ("catalyseurs clés") et de questions transversales qui influent sur la capacité d'un programme à atteindre ses objectifs.

Les transferts numériques de paiements de protection sociale sont des outils puissants pour renforcer l'autonomisation économique des femmes. L'augmentation

de la propriété et de l'utilisation des comptes par les femmes grâce aux programmes G2P pourrait être un facteur de transformation. Cela peut permettre aux femmes d'avoir un accès indépendant à des flux de revenus prévisibles. Le paiement numérique peut donner aux femmes un plus grand contrôle sur l'utilisation de l'argent, surtout s'il est lié à un produit à valeur stockée tel qu'un portefeuille électronique. Baur et Zimmerman (2016) affirment qu'au moins cinq risques courants liés aux paiements numériques peuvent entraver les chances d'inclusion financière : l'impossibilité d'effectuer des transactions en raison d'une interruption du réseau ou d'un manque de fiabilité du service ; le manque de liquidités des agents ou des guichets automatiques ; la complexité des interfaces utilisateur et des processus de paiement ; la faiblesse ou l'absence de mécanisme de recours ; et la fraude ciblant le destinataire. Ces risques doivent être atténués par des interventions juridiques/politiques et des programmes visant à renforcer la confiance et la valeur des paiements numériques et des services financiers de base (Baur et Zimmerman, 2016).

4. Questions recommandées

En résumé, une analyse de la situation spécifique à un pays de l'accès des femmes aux services financiers numériques et de sa contribution à leur autonomisation économique devrait prendre en compte les questions suivantes :

1. Quelles stratégies peuvent faciliter le caractère abordable et l'accessibilité, notamment en réduisant les frais de transaction et les prix des dispositifs ? Les gouvernements peuvent-ils négocier des frais avec les MMO afin de réduire les coûts pour l'utilisateur final, qui supporte toujours une charge croissante ? Existe-t-il des plans de paiement abordables par l'intermédiaire des MMO, de sorte qu'une fois qu'elles sont propriétaires d'un téléphone portable, ces femmes puissent l'utiliser à leur avantage.
2. Comment pouvons-nous améliorer les moyens de subsistance productifs des femmes grâce à la technologie financière numérique ? Pouvons-nous tester/piloter des produits numériques, par exemple des cas d'utilisation et des propositions de valeur ? Quels sont les besoins spécifiques des femmes agricoles rurales en matière d'adoption et d'utilisation des services financiers numériques ? Quels sont les besoins pour les moyens de subsistance non agricoles ? Comment pouvons-nous promouvoir l'utilisation d'une formation simple, pratique et visuelle à la technologie numérique pour répondre aux besoins d'un nombre plus important de femmes analphabètes (par opposition aux hommes), dont la plupart résident dans des zones agricoles rurales ? Pouvons-nous regrouper m-agri avec d'autres initiatives, notamment m-santé, m-énergie, m-eau, etc. ?
3. Quelles sont les stratégies innovantes pour améliorer l'accès des femmes à la propriété et au contrôle des actifs et ressources productifs (en s'attaquant aux barrières normatives) et pour soutenir les moyens de subsistance productifs des femmes ? Existe-t-il des opportunités avérées à travers l'épargne numérique, y compris les VSLA, VICOPA, etc. Qu'y a-t-il d'autre dans le paquet ? S'agit-il de développement des compétences ? L'accès au capital pour les entreprises ? S'agit-il d'un accès numérique aux marchés et de liens avec ceux-ci pour leurs moyens de subsistance ?

4. Quelles stratégies innovantes peuvent promouvoir les interventions d'adoption du téléphone mobile pour les femmes pauvres en Afrique de l'Est ? Pouvons-nous tester des stratégies axées sur les obstacles spécifiques rencontrés, limitant les avantages potentiels d'une interopérabilité accrue et conduisant à leur exclusion financière numérique continue ?
5. Sur qui d'autre devons-nous nous concentrer et nous attaquer à leurs obstacles comme mesure préventive pour des obstacles similaires à l'avenir ? Les jeunes (garçons et filles) ? Les enfants ? Les décideurs politiques ? Envisager de s'attaquer aux taux de chômage croissants des femmes et des filles. Comment pouvons-nous exploiter le comportement naturel des jeunes, qui réagissent rapidement à l'adoption des technologies ?
6. Comment les pays d'Afrique de l'Est peuvent-ils promouvoir une approche sexospécifique dans la conception et l'extension des politiques et des programmes d'intervention ? Par exemple, les MMO (facilités par les politiques gouvernementales liées à la technologie) devraient se concentrer sur les questions d'accessibilité et de portée technologique en termes d'extension des services de l'agence, de proximité (au moins dans un rayon de 5 kilomètres), de possession de téléphones mobiles, d'éducation financière primaire, etc.. En particulier, les femmes qui ont été laissées pour compte, dont la majorité se trouve dans les zones rurales.
7. Pouvons-nous répondre à la pauvreté en temps des femmes et des filles, aux soins non rémunérés et à la surcharge de travail par des innovations technologiques afin de libérer du temps pour la productivité ? Pouvons-nous innover dans les cas d'utilisation pour réduire/redistribuer le temps consacré aux soins non rémunérés, par exemple à travers des incitations au crédit numérique, le m-power, etc. Quelles sont les possibilités de renforcer la participation/le gain des entreprises détenues par des femmes dans les marchés publics, les liens avec le marché et l'accès aux institutions de microfinance (IMF) ?
8. Comment lever les obstacles propres à chaque pays et communs à l'Afrique de l'Est, notamment l'utilisation et la possession de téléphones mobiles par les femmes, et faire en sorte que les paiements publics et autres, en particulier les transferts sociaux en espèces, soient effectués numériquement et directement sur un compte détenu et géré par une femme (bénéficiaires majoritaires) ? Un programme bien conçu peut renforcer le contrôle des femmes sur les décisions financières personnelles et améliorer leurs perspectives d'autonomisation économique en augmentant la part des revenus du ménage qu'elles contrôlent et en renforçant leur pouvoir de négociation au sein du ménage.

Remarques

1. Dr Flora Myamba est experte en protection sociale et en égalité des sexes chez "*Women and Social Protection Tanzania*" (WSP), une organisation non gouvernementale (ONG) basée en Tanzanie..

Références

- Abdu, M., Jibir, A., Abdullahi, S. and Rabi'u, A.A. 2018. "Can Islamic banking and finance spur financial inclusion? Evidence from Sub-Saharan Africa". *CBN Journal of Applied Statistics*, Vol. 9, No. 1: 77–104.
- Access to Finance Rwanda. 2016. FinScope Rwanda 2016. AFR. Available on <https://bit.ly/3TrC20D>.
- Aduda, J. and Kalunda, E. 2012. "Financial inclusion and financial sector stability with reference to Kenya: A review of literature". *Journal of Applied Finance and Banking*, 2(6): 95.
- Adriano Scarampi, Dima AlBashar and Deena Burjorjee. 2020. Gendered social norms in financial inclusion: A diagnostic study from South Eastern Turkey. CGAP Background Documents. Available at <https://bit.ly/3B9FpSV>.
- African Union Strategy for Gender Equality and Women Empowerment. 2021. *The East African*, 24th June.
- Alam, S. 2012. "The effect of gender-based returns to borrowing on intra-household resource allocation in rural Bangladesh". *World Development*, 40(6): 1164–1180.
- Alliance for Financial Inclusion. 2012. Guideline note - Mobile financial services: Basic terminology". Available at: <https://bit.ly/3RDHwnO>.
- Arnold, J. and Gammage, S. 2019. "Gender and financial inclusion: The critical role for holistic programming". *Development in Practice*, 29(8): 965-973. Available at: <https://bitly.hk/guhvQ>.
- Ashraf, N., Karlan, D. and Yin, W. 2010. "Female empowerment: Impact of a commitment savings product in the Philippines". *World Development*, 38(3): 333–344.
- Barugahara, F. 2021. "Financial inclusion in Zimbabwe: Determinants, challenges, and opportunities". *International Journal of Financial Research*, 12(3): 261. Available at: <https://bitly.hk/F3Sip>.
- Baur-Yazbeck, S., and Zimmerman, J. 2016. Understanding consumer risks in digital social payments. Consultative Group to Assist the Poor, Washington, DC. Available on <https://bit.ly/3pV3gz4>.
- Bouffay, P. and Shallal, A. 2013. Exploring bank financing for women entrepreneurs in the MENA region: A preliminary analysis of survey data on the financing practices of MENA banks (Working Paper)". MENA-OECD Investment Programme and OECD-MENA Women's Business Forum. Available at <https://bit.ly/3Bs354J>.
- Bruce, B. and Beinomugisha, B. 2018. Assessment of financial inclusion and women economic empowerment in rural areas of Uganda (Doctoral dissertation, Makerere University).

- Capital, F. 2018. Large-scale financial inclusion for vulnerable women and youth: Proyecto capital. Available at <http://hdl.handle.net/10625/59143>.
- Central Bank of Kenya. 2021. *Bank Supervision Annual Report 2020*. Available at <https://bit.ly/3B3atIU>.
- CGAP. Understanding the Demand for Financial, Agricultural, and Digital Solutions from Smallholder Households: Insights from the Financial Diaries and Household Survey in Tanzania. 2017.
- Chamberlin, Wendy, Liz Kellison, Jeni Klugman and Jamie Zimmerman. 2019. Enhancing women's economic empowerment through digital cash transfers: Digitize/direct/design: The D3 criteria. Bill and Melinda Gates Foundation. Working draft. Available on <https://bitly.hk/4SF6M>.
- Cook, T. and McKay, C. 2015. How M-Shwari works: The story so far. Consultative Group to Assist the Poor (CGAP) and Financial Sector Deepening Kenya (FSD-K).
- Deere C.D., A.D. Oduro, H. Swaminathan and C. Doss. 2013. "Property rights and the gender distribution of wealth in Ecuador, Ghana and India". *Journal of Economic Inequality*, 11(2): 249–265.
- Demirguc-Kunt, A., Klapper, L., Singer, D. and Ansar, S. 2018. *The Global Findex Database 2017: Measuring financial inclusion and the fintech revolution*. World Bank Publications.
- Demirgüç-Kunt, A., Klapper, L., Singer, D., Ansar, S. and Hess, J. 2020. "The Global Findex Database 2017: Measuring financial inclusion and opportunities to expand access to and use of financial services." *The World Bank Economic Review*, 34 (Supplement_1), S2–S8.
- Dupas, P. and Robinson, J. 2013. "Savings constraints and microenterprise development: Evidence from a field experiment in Kenya". *American Economic Journal: Applied Economics*, 5(1): 163:192.
- Editorial Board. 2018. Women were in a stronger position in pre-colonial days. Available on <https://bit.ly/3erLXTK>.
- European Investment Bank. 2014. "Digital financial services in Africa: Beyond the Kenyan success story". <https://bit.ly/3KAo601>.
- FAO. 2021. *The state of food and agriculture*. Rome: Food and Agriculture Organization, Available at <https://bit.ly/3Q7X69j>.
- Fletschner, D. and L. Kenney. 2011. Rural women's access to financial services: Credit, savings, and insurance. ESA Working Paper Gender and Financial Inclusion Through the Post 267 No. 11-07. March. Food and Agricultural Organization. www.fao.org/economic/esa.
- FSD Kenya. 2021. FinAccess household survey, FSD Kenya. Available at <https://bit.ly/3Rmg3pU>.
- FSD Kenya, FinAccess Household Survey. 2021. Communicating financial inclusion information and insights to support evidence-based decisions. Available on <https://bit.ly/3B1Nk35>.
- FSD Tanzania. 2017. Finscope Tanzania: Insights that drive innovation", FSD Tanzania. Available at <https://bit.ly/3R40wLM>.
- FSD Uganda. 2018. FinScope Uganda Survey Report. FSD Uganda, Available at <https://bit.ly/3AC8KDH>
- Global Findex Database. 2011. Measuring financial inclusion. Ref: USA_2011_FINDEX_v02_M. World Bank, Washington, DC.

- Gumbo, Lettiah, Precious Dube and Muhammad Ridwan. 2021a. “Empowering women through financial inclusion in Zimbabwe is the gender gap not encroaching this noble cause?” *Konfrontasi: Jurnal Kultural, Ekonomi Dan Perubahan Sosial*, 8(1): 53–64. Available at <https://bitly.hk/b9Yg0>.
- GSMA. 2018a. State of mobile Internet connectivity 2018. GSMA, Available at <https://bit.ly/3AZw4g4>.
- GSMA. 2018b. “The mobile gender gap report 2018”. Available at: <https://bit.ly/2DsZRPv>.
- GSMA. 2018b. “The mobile gender gap report 2018”. Available at: <https://bit.ly/2DsZRPv>.
- GSMA. 2021a. “State of the industry report on mobile money 2021”. Available at <https://bit.ly/3pW3upw>.
- GSMA. 2018b. “The mobile gender gap report 2018”. Available at: <https://bit.ly/2DsZRPv>.
- GSMA, 2021a. State of the Industry Report on Mobile Money
- Holloway Ky, Zahra Niazi and Rebecca Rouse. 2017. Women’s economic empowerment through financial inclusion: A review of existing evidence and remaining knowledge gaps. Report on Innovations for Poverty Action, New Haven, Connecticut.
- Hove, L. and Dubus, A. 2019. “M-Pesa and financial inclusion in Kenya: Of paying comes saving?” *Sustainability*, 11(3): 568. Available at <https://bitly.hk/ZZYy0>.
- Idris, I. 2018. Mapping women’s economic exclusion in Tanzania.
- ILFS. 2014. Analytical report. <https://www.nbs.go.tz/index.php/en/census-surveys/labour-statistics/141-the-2014-integrated-labour-force-survey-ilfs-analytical-report>.
- Indumathi, J. 2019. “Women in the age of disruptive technologies: Challenges, opportunities and strategies for empowerment”. *International Journal of Research in Arts and Science*, 5(Special Issue), 73–82. Available on <https://bitly.hk/ZDAkc>.
- Islam, M.S., Ahmed, M.F. and Alam, M.S. 2014. “The role of microcredit programme on women empowerment: Empirical evidence from rural Bangladesh”. *Developing Country Studies*, 4(5): 90–97.
- ISPA (Inter Agency Social Protection Assessments). 2016. “Social protection payments in the productive social safety net programme in Tanzania”. Inter-Agency Social Protection Assessments.
- IPSOS 2018. Tanzania Social Action Fund (TASAF) ePayment Digital Preparedness Report (unpublished Report)
- Jack, W. and Suri, T. 2014. “Risk sharing and transactions costs: Evidence from Kenya’s mobile money revolution”. *American Economic Review*, 104(1): 183–223.
- Karlan, D., Kendall, J., Mann, R., Pande, R., Suri, T. and Zinman, J. 2016. “Research and impacts of digital financial services”. No. w22633. National Bureau of Economic Research.
- Klapper, L. and Dutt, P. 2015. “Digital financial solutions to advance women’s economic participation”. Report prepared by the World Bank Group for the Turkish G20 Presidency.
- Klonoff, D.C., King, F. and Kerr, D. 2019. “New opportunities for digital health to thrive”. *Journal of Diabetes Science and Technology*, 13(2): 159–163. Available at <https://bitly.hk/8S91S>.
- Koch, A., D’Mello, S., and Sackett, P. 2014. A Meta-Analysis of Gender Stereotypes and Bias in Experimental Simulations of Employment Decision Making. *The Journal of Applied Psychology*, 5(26).

- Koehler, G. 2021. "Effects of social protection on social inclusion, social cohesion and nation building". In *Handbook on social protection systems*. Edward Elgar Publishing.
- Kusimba, S. 2018. "It is easy for women to ask!": Gender and digital finance in Kenya". *Economic Anthropology*, 5(2), 247–260. Available at <https://bitly.hk/p50zO>.
- Madaha, R.M. 2020. Facts and figures: Gender and identity around the World. 2 volumes, 129.
- Manta, A. 2019. "Financial inclusion and gender barriers for rural women". *International Journal of Management*, 10(5). Available on <https://bitly.hk/HUMba>.
- Mas, I. and Almazán, M. 2014. "Product innovations on mobile money". *European Journal of Business and Management*. Available on <https://bitly.hk/hHIC7>.
- Matthews, B. 2016. Oral financial numeracy: A hypothesis and exploratory test. My Oral Village, Inc. Available at <https://bit.ly/3wDE43Z>.
- Matshalaga, N., Temu, F., Myamba, F. 2018. Social protection through a gender lens: A gender assessment of Tanzania's productive social safety nets. United Nations Development Programme, Tanzania.
- Muigua, K. 2018. "Attaining gender equity for inclusive development in Kenya". *Journal of CMSD*, 14.
- Musiime, David. 2014. "Financial inclusion insights tracker survey quick sights report". Uganda. Available at: <https://www.academia.edu/8122145/>.
- Myamba, F. and Pulver C. 2019 Enhancing women's economic empowerment through digital cash transfers: Digitize/direct/design (D3 Criteria): An application to Tanzania." D3 Assessment conducted for the Bill and Melinda Gates Foundation.
- Nanjero, W., Jumah, J. and Ondieki, I. 2017. "A strategic approach for next-generation DFS agent networks" (blog). Available at <https://bitly.hk/Fwnqx>.
- National Audit Office. 2021. Report of the Controller and Auditor General of the United Republic of Tanzania.
- NBS. 2018. Women and men facts and figures gender statistics. NBS.
- NBS. 2017. Tanzania Demographic and Health Survey: 2015–2016. NBS.
- NBS. 2016. Tanzania National Panel Survey Report. NBS.
- NBS. 2016a. National Panel Survey 2014-2015- Wave 4 (2014–2015). NBS.
- NBS. 2014. The 2014 Tanzania Integrated Labour Force Survey. NBS. Available at <https://bit.ly/3Rq8rTc>.
- Ngunjiri, Ndirangu. 2018. Barriers to access to financial inclusion to women in Kenya. Available at <https://bit.ly/3B06AiH>.
- Okello Candiya Bongomin, G., Ntayi, J.M., Munene, J.C. and Malinga, C.A. 2018. "Mobile money and financial inclusion in Sub-Saharan Africa: The moderating role of social networks". *Journal of African Business*, 19(3): 361–384.
- Orbach, R. 2017. Financial inclusion for adolescent girls - Strategic insights from Burundi". Retrieved October 19, 2021: Available at <https://bitly.hk/4TTCg>.
- Oxfam. 2019. Gendered patterns of unpaid care and domestic work in the urban informal settlements of Nairobi, Kenya: Findings from a household care survey. PSSN Revised Operational Manual, 2016.
- Panda, P.K. 2014. "Role of micro finance in reduction of domestic violence against women: An economic analysis." *Indian Journal of Economics and Business*, 13(3): 449–462.

- Pitcaithly, L.A., Biallas, M.O., Japhta, R. and Murthy, P. 2016. "Research and literature review of challenges to women accessing digital financial services".
- Roessler, P., Carroll, P., Myamba, F., Jahari, C., Kilama, B. and Nielson, D. 2021. The economic impact of mobile phone ownership: Results from a randomized controlled trial in Tanzania". CSAE Working Paper WPS/2021.
- Ruiz, C. 2013. From pawn shops to banks: The impact of formal credit on informal households. World Bank Policy Research Working Paper 6643. Washington, DC: World Bank.
- Schaner, Simone. 2015. The cost of convenience? Transaction costs, bargaining power, and savings account use in Kenya. Working Paper. Available at: <https://bit.ly/3e9ef5w>.
- Schaner, S. 2016. The persistent power of behavioral change: Long-run impacts of temporary savings subsidies for the poor. NBER Working Paper 22534. Cambridge, MA: National Bureau of Economic Research.
- Scott, L., Dolan, C., Johnstone-Louis, M., Sugden, K. and Wu, M. 2012. "Enterprise and inequality: A study of Avon in South Africa". *Entrepreneurship Theory and Practice*, 36(3): 543–568. Available at: <https://bit.ly/S7S3T>.
- Techcentral. 2015. M-Pesa, MTN Money to Operate Available at: <https://techcentral.co.za>
- Tiwari, Jaya, Emily Schaub and Naziha Sultana. 2019. Barriers to 'last mile' financial inclusion: Cases from Northern Kenya. Available at: <https://bit.ly/3pXqTqJ>.
- United Nations Department of Economic and Social Affairs - UNDESA. 2020. *World social report 2020: Inequality in a rapidly changing world*. New York: UN DESA. Available at: <https://bit.ly/3d2Hl6m>.
- UNDP. 2020. Gender Inequality Index. Human Development Report 2020.
- Vivek, B.R. 2016. "Empowering women: Uncovering financial inclusion barriers". *Advances in Social Sciences Research Journal*, 3(3). Available at <https://bit.ly/3RMSZAY>.
- Wambua, C. and Ndolo, S. 2021. "Gendered review of financial sector laws in Kenya". FSD Kenya. Available at <https://bit.ly/3wKMqGg>.
- Were, M., Odongo, M. and Israel, C. 2021. Gender disparities in financial inclusion in Tanzania (No. 2021/97). WIDER Working Paper.
- World Bank. 2017. Indicators: "Sub-Saharan Africa Urban Population Growth Rate".
- World Bank. 2020a. *World Development Indicators*, World Bank. Retrieved from <https://pubdocs.worldbank.org>.
- World Bank. 2020b. Global outlook: Pandemic, recession: The global economy in crisis". Available at <https://bit.ly/3eDkvTe>.
- World Bank. 2021. "Financial inclusion support framework (FISF): Learning series. March 15–June 30", 2021.
- Woodyard, A. and Robb, C. 2012. "Financial knowledge and the gender gap". *Journal of Financial Therapy*, 3(1). Available at <https://bit.ly/3AYHDUL>.
- Zeidy, I.A. 2020. "Economic impact of COVID-19 on micro, small and medium enterprises (MSMEs) in Africa and policy options for mitigation". Common Market for Eastern and Southern Africa. Nairobi.
- Zollmann, J. and Sanford, C. 2016 "A buck short: What financial diaries tell us about building financial services that matter to low-income women". Nairobi, Kenya: Omidyar Network. Available at <https://bit.ly/3q3gR7q>



Mission

Renforcer les capacités des chercheurs locaux pour qu'ils soient en mesure de mener des recherches indépendantes et rigoureuses sur les problèmes auxquels est confrontée la gestion des économies d'Afrique subsaharienne. Cette mission repose sur deux prémisses fondamentales.

Le développement est plus susceptible de se produire quand il y a une gestion saine et soutenue de l'économie.

Une telle gestion est plus susceptible de se réaliser lorsqu'il existe une équipe active d'économistes experts basés sur place pour mener des recherches pertinentes pour les politiques.

www.aercafrica.org/fr

Pour en savoir plus :



www.facebook.com/aercafrica



www.instagram.com/aercafrica_official/



twitter.com/aercafrica



www.linkedin.com/school/aercafrica/

Contactez-nous :

Consortium pour la Recherche Économique en Afrique
African Economic Research Consortium

Consortium pour la Recherche Économique en Afrique

Middle East Bank Towers,

3rd Floor, Jakaya Kikwete Road

Nairobi 00200, Kenya

Tel: +254 (0) 20 273 4150

communications@ercafrica.org